

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2021, Vol. 6, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIwersYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Directeur de la publication

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Alastair ALINSATO, Bénin
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules-Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Boniface MBIH, France

Isabel MOCOROA-VEGA, Espagne
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Jean-Christophe POUTINEAU, France
Carlos QUENAN, Argentine
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Xavier RICHET, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Baiba ŠAVRINA, Lettonie
Lansana SEYDI, Brésil
Viatcheslav SHUPER, Russie
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada

Comité de rédaction

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne
Małgorzata MACUDA, secrétaire de rédaction, USEGP, Pologne

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2021

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (KRZYSZTOF MALAGA)	3
BERNARD LANDAIS Une théorie du développement économique	7
PIOTR BANASZYK, PRZEMYSŁAW DESZCZYŃSKI, MARIAN GORYNIA, KRZYSZTOF MALAGA Prémises pour la modification de certains concepts économiques causées par la pandémie de Covid-19	33
ABDOU THIAO, SOULEYMANE OUONOGO La mobilisation des ressources fiscales en Afrique subsaharienne : quel rôle des flux financiers illicites ?	61
HAMIDOU SAWADOGO Effets de la corruption sur l'activité bancaire en Afrique subsaharienne (AfSS)	79
ADOUM GUELEMINE WEIBIGUE Subventions d'engrais et productivité agricole dans la Vallée du Fleuve Sénégal	101
CHEIKH TIDIANE NDOUR, ADAMA FAYE Commerce international, croissance économique et environnement au Sénégal	115
MOUKPÈ GNINIGUÈ, TOM-IRAZOU TCHALIM Effet de l'émigration sur la transformation structurelle de la Communauté Éco- nomique des États de l'Afrique de l'Ouest	129
MADOU CISSÉ, FALINGUÉ KEITA Déterminants de l'adoption de l'Internet mobile par les consommateurs Maliens	151
ABDOUL KARIM DIAMOUTENE Effets des transferts de fonds internationaux sur l'utilisation du crédit par les exploitants agricoles au Mali	172

ANTOINE NGAKOSSO

Réexamen de l'hypothèse des déficits jumeaux dans les pays en développement : cas du Congo..... 189

FERDINAND MOUSSAVOU

Investissements directs étrangers et croissance économique au Congo-Brazzaville : une étude par l'approche vectorielle à correction d'erreur (VECM) pour la période de 1980 à 2016..... 213

HAMIDOU SAWADOGO¹

Université Joseph KI-ZERBO, Institut Burkinabé des Arts et Métiers, Burkina Faso
sawmidou@yahoo.fr
ORCID : 0000-0002-1292-6834

**EFFETS DE LA CORRUPTION SUR L'ACTIVITÉ
BANCAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (AFSS)****Effects of corruption on banking in sub-Saharan Africa (SSA)**

Abstract : This paper analyses the effect of corruption on bank lending activity on a sample of 302 private banks from 25 countries in sub-Saharan Africa over the period 1995 to 2018. Using the generalized moments method, we find a negative effect of corruption on bank credit on the one hand, and a positive effect of corruption on non-performing loans on the other hand. This negative effect is empirically verified even if the heterogeneity linked to membership of a regional economic community in which integration is deep (ECOWAS) and membership of the CFA Franc zone is taken into account. These results suggest that anti-corruption policies are crucial in reducing the negative spillover effects generated by a poor institutional environment on access to bank lending and the quality of bank credit.

Keywords : corruption, bank credit, bad loans, sub-Saharan Africa.

Résumé : Ce papier analyse l'effet de la corruption sur l'activité de crédit bancaire dans un échantillon de 302 banques privées réparties dans de 25 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1995 à 2018. Des estimations faites avec la méthode des moments généralisés, il ressort un effet négatif de la corruption sur le crédit bancaire d'une part, et d'autre part un effet positif de la corruption sur les créances douteuses. Cet effet négatif est vérifié empiriquement même si l'hétérogénéité liée à l'appartenance à une Communauté Économique régionale dans laquelle l'intégration est poussée (CEDEAO) et l'appartenance de la zone Franc CFA est prise en compte. Ces résultats suggèrent que les politiques de lutte contre la corruption sont cruciales pour réduire les retombées négatives générées par un environnement institutionnel de mauvaise qualité sur l'accès au crédit bancaire et la qualité du crédit bancaire.

Mots-clés : corruption, crédit bancaire, créances douteuses, Afrique subsaharienne.

Classification JEL : E52, E02, O16.

¹ Université Joseph KI-ZERBO, 03 BP 7021, Ouagadougou.

Introduction

La corruption désigne des pratiques déviantes, voire transgressives, ayant pour but d'obtenir des avantages pécuniaires, politiques, personnels ou autre, en abusant de sa position (Wickberg, 2018). En accord avec cette définition, la Banque mondiale définit la corruption comme étant « un abus de charge publique en vue d'obtenir un avantage privé » (World Bank, 1997). Si la Banque se concentre sur la corruption dans le secteur public, Transparency International l'élargit, en la définissant comme tout « abus des responsabilités conférées à des fins privées ». Chaque année, 1000 milliards de dollars US sont versés en pots-de-vin tandis que quelques 2600 milliards de dollars US, soit plus de 5% du PIB mondial, sont détournés (Banque Mondiale, 2014). Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estimait en 2010, que dans les pays en développement (PED), le montant des fonds soustraits de leur destination par la corruption était 10 fois plus élevé que celui de l'Aide Publique au Développement (APD) (Vos, 2011). Au regard de son ampleur, la corruption a fait l'objet d'analyses théoriques et empiriques avec des conclusions divergentes. Certains auteurs soutiennent qu'elle est un cancer qui gangrène l'économie, en affectant négativement la croissance économique (Mauro, 1995). D'autres par contre voient en la corruption un phénomène qui favorise l'activité économique, en raison de distorsions sur les marchés. Bayley (1966) soutient que la corruption permet d'éliminer certaines rigidités inefficaces telles que les lenteurs administratives ou les réglementations fastidieuses, et incite les agents publics à faciliter les échanges. Elle constitue à ce titre, un moyen efficace de contourner les règles inutiles et contraignantes sur les marchés (Lui, 1985).

Si la corruption est un phénomène mondial, elle est plus endémique en Afrique, notamment dans sa partie sub-saharienne d'après les données de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Transparency International. Chaque année, cette ONG classe les pays selon une note allant de 0 (fortement corrompu) à 100 (très peu corrompu). Dans son rapport 2019, l'ONG révèle qu'avec un score moyen de 32 sur 100 contre 43 au niveau mondial, l'Afrique subsaharienne (AfSS) est la région la plus corrompue au monde (Transparency International, 2020). Dans la même veine, le Baromètre mondial de la corruption en Afrique a révélé que plus d'une personne sur quatre (28%) ayant accédé aux services publics, tels que les soins de santé et l'éducation, avait versé un pot-de-vin l'année précédente, équivalant à environ 130 millions de citoyens dans les 35 pays étudiés (Pring & Vrushi, 2019). Ce baromètre indique par ailleurs que plus de la moitié des citoyens africains (55%) pensent que la corruption a augmenté dans leur pays au cours des 12 derniers mois, tandis que seulement 23% des enquêtés pensent qu'elle a diminué.

Le secteur bancaire et financier par lequel transitent des flux financiers licites et illicites, est susceptible d'être le réceptacle d'opérations de corruption. Du fait de

son ampleur, la corruption est susceptible d'influencer l'activité bancaire et le crédit. Certains auteurs se sont intéressés à la relation entre corruption et crédit bancaire et ont établi un effet négatif de la corruption sur le crédit bancaire, notamment les prêts destinés aux entreprises et aux ménages (Detragiache, Tressel, & Gupta, 2008 ; Weill, 2011a). Toutefois, cet effet négatif de la corruption sur l'activité bancaire n'est pas un axiome mathématique accepté par tous. Dans le secteur bancaire, Fungáčová, Kochanova et Weill (2015) soutiennent que la corruption d'agents bancaires peut faciliter l'accès des entreprises aux prêts bancaires.

Par ailleurs, le secteur bancaire reste faiblement développé en Afrique subsaharienne. L'accès aux crédits bancaires est difficile pour les entreprises et les individus, surtout les petites et moyennes entreprises et les individus à faible revenus (Beck & Maimbo, 2013). En outre, les créances douteuses sont élevées et contribuent à rendre le secteur financier et bancaire très vulnérable aux chocs domestiques et externes (Mlachila et al., 2016). Plusieurs études antérieures ont déjà exploré les causes du faible octroi de crédit bancaire et du taux élevé de créances douteuses en Afrique subsaharienne (Omotunde, 2020 ; Beck & Maimbo, 2013 ; Applegarth, 2004), mais il n'existe pas encore d'étude sur le rôle potentiel que la corruption pourrait jouer sur cet constat alarmant dans le secteur bancaire et financier en Afrique. Cette étude vise à combler ce gap dans la littérature. En effet, la corruption peut entraîner une inefficience dans l'allocation des crédits bancaires dans la mesure où les individus les plus corrompus peuvent être les principaux bénéficiaires des crédits bancaires au détriment d'autres personnes. Aussi, si les crédits sont octroyés aux plus corrompus qui ont des réseaux et non basés sur la qualité de leurs projets, cela pourrait résulter en des difficultés de remboursement et ainsi une hausse des créances douteuses.

L'ampleur de la corruption en Afrique subsaharienne et les résultats contrastés de son effet sur l'activité bancaire suscite une interrogation. Ainsi, quel est l'effet de la corruption sur le crédit bancaire en Afrique subsaharienne ? Plus spécifiquement, il s'agira de répondre aux questions suivantes : Quel est l'effet de la corruption sur la quantité de crédit bancaire en Afrique subsaharienne ? Quel est l'effet de la corruption sur la qualité du crédit bancaire ? L'objectif de cet article est d'évaluer l'effet de la corruption sur l'activité de crédit des banques en Afrique subsaharienne. A cet égard, deux hypothèses sont émises : (i) le niveau de corruption affecte négativement le taux de croissance du crédit bancaire en Afrique subsaharienne ; (ii) le niveau de corruption agit positivement sur le taux de croissance des créances douteuses des banques en Afrique subsaharienne.

Le présent papier est organisé en quatre sections. A la suite de l'introduction, la seconde section aborde la revue de littérature théorique et empirique. L'approche méthodologique fait l'objet de la troisième section. Les résultats empiriques sont présentés et discutés dans la quatrième section. Une dernière section conclut et propose des implications de politiques économiques.

1. Revue de littérature

Cette section présente, dans une première sous-section, les arguments théoriques sur la relation entre la corruption et l'activité de crédit bancaire. La deuxième sous-section est consacrée aux principaux travaux empiriques ayant étudié l'effet de la corruption sur l'activité de crédit bancaire.

1.1. Corruption et crédits bancaires : une analyse théorique

Le lien entre la corruption et l'activité bancaire d'octroi de crédit se rattache au corpus théorique des conséquences économiques de la corruption. A cet égard, deux théories s'opposent. Des auteurs comme Leff (1964) et Huntington (1968) voient en la corruption, un facteur qui lubrifie ou huile les rouages de l'activité économique et par ricochet améliore l'efficacité économique. Cette thèse est connue dans la littérature sous l'appellation *grease the wheels* view. En revanche, les partisans de la thèse adverse, la *sand the wheels*, view soutiennent que la corruption grippe ou sable les rouages de l'économie et est de ce fait, un obstacle à l'activité économique (Mauro, 1995).

La *grease the wheels* view est basée sur l'idée que la corruption permet aux entrepreneurs de contourner les rigidités et les lourdeurs administratives et d'éviter des retards inutiles. De ce fait, elle est source d'efficacité économique (Leff, 1964 ; Huntington, 1968). Dans le secteur bancaire, la sélection adverse occasionne un rationnement du crédit alloué aux agents économiques (Stiglitz & Weiss, 1981). Cependant, la corruption peut améliorer la flexibilité du processus d'octroi du crédit en facilitant un graissage du mécanisme, accroissant ainsi le volume de prêt octroyé (Acclassato, Aga, & Eggoh, 2010). Pour ces auteurs, la corruption favorise le prêt bancaire en améliorant la relation entre l'emprunteur et le banquier. Si l'emprunteur « motive » le banquier, ce dernier peut accepter de faire des heures supplémentaires pour accélérer le traitement du dossier de crédit. Dès lors, la corruption peut être perçue comme un lubrifiant de l'activité de crédit.

L'hypothèse de l'effet négatif de la corruption sur l'activité bancaire passe par trois canaux essentiels : le coût du crédit, les asymétries d'information et l'application de la loi. En effet, la corruption peut être considérée comme un obstacle au financement bancaire de l'activité économique, car elle agit comme une taxe qui augmente le coût du prêt pour l'emprunteur (Weill, 2011a ; Ali, Fhimab, & Nourra, 2020). En outre, les entreprises opérant dans un environnement où la corruption est endémique sont moins transparentes et plus enclines à adopter des comportements non conformes à l'éthique (Bermpei, Kalyvas, & Leonida, 2020). En agissant de la sorte, elles amplifient les asymétries d'information sur le marché du crédit mises en exergue par Stiglitz et Weiss (1981), décourageant du même coup les banques

de fournir du crédit. Cette situation occasionne une réduction du crédit bancaire. En présence des asymétries d'information, les porteurs de projets à rentabilité et risques moyens seront rationnés. Ce rationnement conduit à une baisse de la quantité de crédit bancaire et à une baisse de sa qualité. De même, comme le souligne Weill (2011b), la corruption, en entravant l'application de la loi qui favorise la volonté des banques de prêter, constitue un frein aux prêts bancaires. Dans la même veine, dans un environnement des affaires marqué par la corruption et la fragilité de l'état de droit, la protection des droits de propriété des investisseurs et la capacité à faire respecter les contrats, notamment à mobiliser les garanties associées à un crédit, sont faibles (Guérineau & Jacolin, 2014). Un tel contexte désincite les banques à rechercher de nouveaux clients et par conséquent limite le crédit bancaire. Dans cette optique, Beck, Demirgüç-Kunt et Levine (2006) soutiennent que dans un environnement empreint d'une forte supervision bancaire, les entreprises ont plus de difficultés à obtenir des crédits en raison du comportement corrompu des banquiers.

Si théoriquement, l'effet de la corruption sur l'activité bancaire peut être à la fois positif et négatif, qu'en est-il des travaux empiriques ?

1.2. Lien entre corruption et l'activité de crédit : une revue empirique

L'effet de la corruption sur l'activité bancaire, en l'occurrence, l'activité de crédit a fait l'objet d'investigations empiriques. Ces travaux empiriques valident les deux thèses en présence.

La thèse suivant laquelle la corruption accroît le crédit bancaire est validée empiriquement par certains auteurs (Fungáčová, Kochanova, & Weill, 2015 ; Wei & Kong, 2017 ; Song, Chang, & Gong, 2020). Fungáčová et collaborateurs (2015) par exemple évaluent l'incidence de la corruption des agents bancaires sur le ratio d'endettement bancaire des entreprises de 14 pays en transition et valident le rôle lubrificateur de la corruption. En effet, les auteurs trouvent que celle-ci favorise l'accès des entreprises au crédit bancaire. Ce résultat est corroboré dans une étude de cas Chinoise où Wei et Kong (2017) montrent que plus le niveau de corruption est élevé, plus les entreprises y obtiennent des prêts bancaires. Il est également en accord avec le résultat des travaux de Song et collaborateurs (2020). Ces auteurs trouvent que la corruption favorise le développement financier dans les pays en développement. En accord avec ces résultats, Ahlin, Lin et Maio (2011), en analysant les données de 373 institutions de microfinance réparties dans 74 pays, montrent qu'une corruption plus faible est liée à une forte croissance du nombre d'emprunteurs. L'effet positif de la corruption sur le crédit bancaire peut aussi être analysé sous le prisme de la connexion entre les entreprises et les milieux politiques. Khwaja et Mian (2005) soutiennent que les chefs d'entreprises qui sont politiquement connectés, en raison de la caution politique, sont vus comme étant crédibles

après des banquiers. Ce faisant, les entreprises ayant des connexions politiques ont un accès facilité au crédit bancaire. En menant une investigation empirique sur des entreprises établies au Pakistan, les auteurs montrent que les entreprises politiquement connectées ont des crédits bancaires de 45% de plus que celles qui n'ont pas de connexions politiques, même si elles ont des taux de défaut de 50% de plus. Ainsi, la confiance induite par la connexion politique alimente la corruption et facilite l'accès au crédit par les entreprises politiquement connectées, ce qui in fine, affecte positivement la quantité des crédits bancaires octroyée.

Si ces travaux corroborent l'hypothèse d'un effet positif de la corruption sur le crédit bancaire, d'autres auteurs par contre ont mis en évidence un effet négatif. Dans cette vague, Weill (2011b) analyse l'effet de la corruption sur le crédit bancaire. En utilisant des données micro et macro, il montre que la corruption réduit le crédit bancaire aussi bien dans un échantillon mixte que dans des échantillons de pays développés et en développement pris séparément. La conclusion suivant laquelle la corruption réduit le crédit bancaire est établie par l'auteur dans les cas russe en utilisant des données microéconomiques (Weill, 2011a). En prenant appui sur un échantillon de 2848 entreprises en Chine, Liu, Li et Guo (2020) montre qu'un faible niveau de corruption augmente l'accès des entreprises aux prêts bancaires, alors qu'un niveau élevé de corruption empêche les entreprises d'obtenir des prêts bancaires. Cette conclusion est partagée par une étude portant sur les Etats Unies qui a révélé que la corruption au niveau locale exerce un effet négatif sur l'activité de prêt des banques américaines (Bermpei et al., 2020). Ce résultat est en phase avec celui établi par Detragiache, Tressel et Gupta (2008) qui ont trouvé que la corruption est négativement associée au crédit bancaire accordé au secteur privé dans les pays à revenus faible et intermédiaire. Il est également en accord avec celui de Qi et Ongena (2018) qui ont montré dans une étude portant sur des entreprises des pays en transition d'Europe, des États baltes et du Caucase que l'accès au crédit est plus limité pour les entreprises fréquemment impliquées dans des pratiques de corruption. Des résultats similaires ont été obtenus par Wellalage, Locke et Samujh (2020) dans le cas des petites et moyennes entreprises (PME) en Inde. Les auteurs montrent que la corruption dans les PME est préjudiciable à leur accès au crédit. Dans une autre étude sur les PME des pays de l'Asie du sud, les auteurs rapportent que la corruption a un effet négatif sur leur accès au crédit (Wellalage et al., 2019). Plus précisément, la corruption augmente la probabilité de contraintes de crédit des PME de 7,63%. La corruption désincite également la demande de crédit bancaire. Dans cette optique, Galli, Mascia et Rossi (2017) rapportent dans une étude portant sur 11 pays d'Europe que les micros, petites et moyennes entreprises renoncent d'autant plus à demander des crédits bancaires par crainte de rejet que le niveau de corruption est élevé.

Dans le même ordre d'idée, Ali et collaborateurs (2020), à partir de l'analyse des données de 38 pays sur la période 2000–2017, conclut que la corruption induit

une augmentation du taux d'intérêt bancaire. Cet accroissement se traduit par un attrait des emprunteurs dont le profil risque est très élevé, augmentant les prêts non performants et induisant donc une probabilité plus élevée de crises bancaires. Une analyse des données de 76 pays sur la période 2002–2004 révèle que la corruption affecte l'allocation des fonds bancaires aux projets (Park, 2012). Les projets de mauvaise qualité sont privilégiés au détriment des projets de bonne qualité, augmentant ainsi les créances douteuses dans le secteur bancaire. Dans cette veine, Goel et Hasan (2011) montre à partir d'une analyse économétrique des données de 100 pays au cours de l'année 2007 qu'un niveau élevé de corruption est associé à une augmentation des créances douteuses. Dans le même ordre d'idée, Son, Liem et Khuong (2020) explorent l'effet de la corruption sur le secteur bancaire et la croissance économique dans un échantillon de 120 pays sur la période 2004–2017. Ils montrent que la corruption conduit à des niveaux plus élevés de prêts improductifs dans le secteur bancaire, détériorant ainsi sa solidité.

En somme, il ressort de cette revue de littérature que la nature du lien entre la corruption, la quantité et la qualité du crédit bancaire reste un débat théorique et empirique ouvert. De même, les études empiriques menées sur les pays d'AfSS, à notre connaissance restent limitées. Or, cette région est gangrenée par la corruption, mais a aussi besoin d'un financement bancaire qualitatif et quantitatif pour asseoir un secteur privé dynamique, innovant et compétitif pour son développement. Ce faisant, ce papier évalue empiriquement l'effet de la corruption sur la quantité et la qualité du crédit bancaire pour combler ce gap. Cette évaluation empirique nécessite une méthodologie adaptée. C'est l'objet de la section suivante.

2. Méthodologie

Dans cette section, la méthode d'estimation est présentée à la suite de la spécification du modèle et la présentation des variables.

2.1. Spécification du modèle et variables

En partant des travaux sur les déterminants institutionnels de l'activité de crédit bancaire (Bermpei et al., 2020 ; Liu et al., 2020 ; Weill, 2011a, 2011b), nous proposons la spécification suivante :

$$CB = f(\text{Corruption}, X) \quad (1)$$

Dans l'équation (1), le crédit bancaire est une fonction de la corruption et d'un vecteur de variables de contrôle. En prenant en compte la dimension du panel et la nature dynamique du développement bancaire, le modèle suivant est obtenu :

$$CB_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 CB_{i,t-1} + \alpha_2 Corr_{i,t-1} + \beta_j X_{ji,t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

Dans l'équation (2), ε est le terme d'erreur et $CB_{i,t}$ désigne le taux de croissance du crédit bancaire et est déterminé par ses propres valeurs passées et celles des variables de contrôles. Deux aspects du crédit bancaire sont pris en compte. Il s'agit du taux de croissance du crédit bancaire (quantité du crédit) et du taux de croissance du crédit douteux (qualité du crédit). Le développement du secteur bancaire est un processus dynamique et son niveau actuel dépend généralement de ses propres réalisations passées (Aluko & Ajayi, 2018), d'où le choix d'un modèle dynamique. Le crédit bancaire est mesuré comme le taux de croissance en pourcentage de la part du crédit total octroyé par la banque dans son portefeuille de gestion, rapporté au total de son bilan. Quant au crédit douteux, il concerne le taux de croissance en pourcentage de la part du crédit à risque sur le total des actifs de la banque. Ces deux variables dépendantes donnent une appréhension de la principale activité de la banque, celle de fournir du crédit aux secteurs économiques, tout en faisant face aux asymétries d'information susceptibles de générer des crédits douteux.

Le vecteur X contient le taux de croissance des variables de contrôle, identifiés dans la littérature. Pour ce qui est des variables bancaires susceptibles d'expliquer le taux de croissance du crédit bancaire, il est retenu le logarithme des dépôts bancaires et le nombre des employés de la banque. En effet, le niveau des dépôts de la clientèle permet une réallocation des ressources au titre des crédits octroyés. Les variables macroéconomiques de contrôle retenus sont : le taux de croissance du PIB, les termes de l'échange, le taux d'inflation, le taux de change effectif réel et le déficit budgétaire qui présente un nombre d'observation limité.

Des caractéristiques institutionnelles des pays sont aussi prises en compte dans l'explication du taux de croissance du crédit bancaire. Il s'agit du profil d'investissement, de l'instabilité politique, du degré de démocratie, et des conflits. Il est attendu une influence positive du profil d'investissement et du degré de démocratie sur le crédit. Par contre une influence négative de l'instabilité politique et des conflits est attendu.

Les données proviennent essentiellement de FITCH-CONNECT, des bases de données du FMI, de l'université Uppsala et du Guide International sur le Risque Pays (GIRP). Ces données sont annuelles, concernent 302 banques privées réparties dans 25 pays d'Afrique subsaharienne, sur une période allant de 1995 à 2018.

2.2. Méthode d'estimation

Pour le choix d'une méthode d'estimation adéquate, des tests de stationnarité sur données de panel de Fisher ont été effectués. Les résultats de ces tests sont présentés en annexe (tableau A2). Ils montrent qu'en dehors des crédits douteux qui sont stationnaires en différence première, toutes les autres variables sont stationnaires

à niveau. Par conséquent, nous utiliserons les variables en niveaux pour nos estimations, à l'exception des crédits douteux qui seront en différence première. Toutefois, le modèle empirique à estimer est dynamique. Dans ce type de modèle, la variable dépendante retardée est corrélée au terme d'erreur (Bond, 2002). En raison de cette corrélation, l'estimateur des moindres carrés ordinaires est biaisé (Yogo & Njib, 2018). De même, bien que le recours aux méthodes des effets fixes et aléatoires permette de prendre en compte le problème de l'hétérogénéité non observée, elles ne règlent pas le problème potentiel d'endogénéité de certaines variables explicatives qui rend leurs estimateurs biaisés (Sirag, Nor, Lacheheb, Law, & Abdullah, 2016). Or, il existe une causalité inverse entre le crédit bancaire et la corruption, source d'endogénéité. En effet, il est établi que le crédit bancaire accordé au secteur privé réduit la corruption (Altunbaş & Thornton, 2012 ; Sharma & Paramati, 2020). La présomption d'endogénéité suggère le recours à des techniques économétriques adaptées de sorte à obtenir des estimateurs valides. C'est ce qu'offre la méthode des moments généralisés en panel dynamique qui permet non seulement de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels, mais aussi de pallier les biais d'endogénéité des variables (Bond, 2002).

Dans la pratique, il existe deux variantes d'estimateurs des moments généralisés en panel dynamique : l'estimateur d'Arellano et Bond (1991) ou GMM en différence et l'estimateur de Blundell et Bond (1998) ou GMM en système. L'estimateur GMM en différences premières d'Arellano et Bond (1991) consiste à prendre pour chaque période, la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques individuels. Ainsi, les différences premières des variables explicatives du modèle sont instrumentées par les valeurs retardées à niveau de ces mêmes variables. Toutefois, même si cette technique donne des estimations plus précises que les techniques usuelles, il n'en demeure pas moins que l'utilisation des variables retardées à niveau comme instruments n'est pas toujours adéquate. L'estimateur souffre de la faiblesse de ses instruments, entraînant des biais considérables dans des échantillons finis et sa précision asymptotique est faible.

Blundell et Bond (1998) à la suite de Arellano et Bover (1995), proposent l'estimateur GMM en système pour pallier ces insuffisances. La méthode des moments généralisés en système consiste à combiner pour chaque période l'équation en différence première avec l'équation à niveau. Dans la régression en différence première, les variables sont instrumentées par leurs valeurs à niveau retardé alors que dans la régression à niveau, les variables sont instrumentées par leurs différences premières retardées. À partir des simulations de Monte Carlo, Blundell et Bond (1998) ont montré que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en différences premières ; ce dernier donnant des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles. Au regard de ces arguments, l'estimateur GMM en système est utilisé pour l'évaluation empirique. Deux tests sont utilisés pour valider le modèle. Le premier est le test d'absence d'autocorrélation d'ordre 2 dans les résidus, AR (2). Le second est celui de validité des instruments de Hansen.

3. Résultats empiriques

Cette section consacrée à la présentation et à la discussion des résultats empiriques est structurée en quatre sous-sections. La première sous-section présente les statistiques descriptives et des faits stylisés. Les deux sous-sections suivantes présentent et discutent l'effet empirique de la corruption sur la quantité et la qualité du crédit bancaire respectivement. Dans la dernière sous-section, des résultats empiriques obtenus dans des sous échantillons pour tenir compte de l'hétérogénéité sont présentés et discutés.

3.1. Statistiques descriptives et faits stylisés

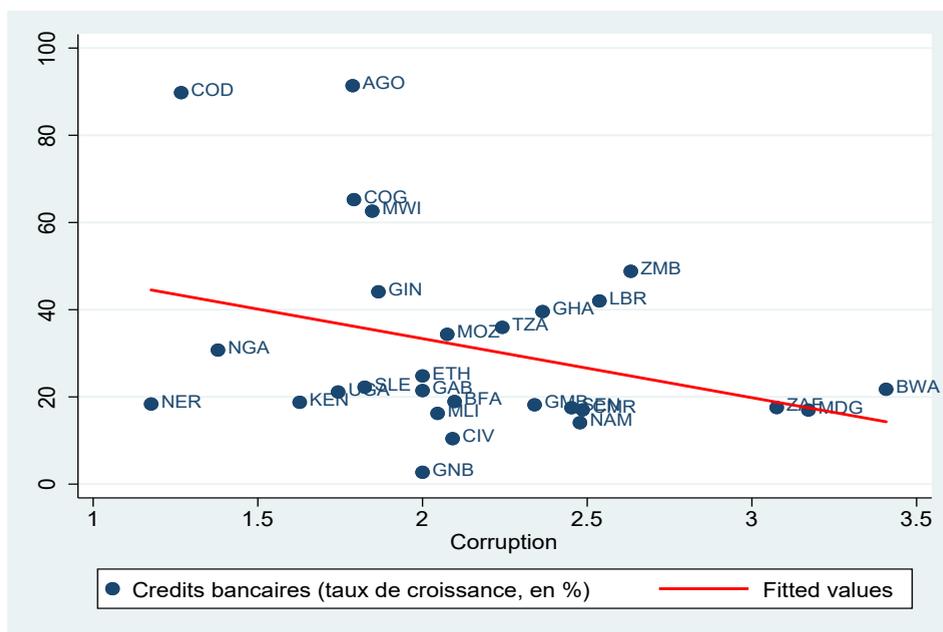
Le tableau 1 présente les statistiques descriptives des différentes variables.

Tableau 1. Statistiques descriptives

Variable	Obs.	Mean	Std. dev.	Min	Max
Crédits bancaires (taux de croissance, en%)	1 934	28,4	55,1	-97,6	816,2
Crédits douteux	1 437	10,38	11,19	0	83,13
Corruption	1 934	2,1	0,7	0,0	5,0
Termes d'échange (taux de croissance, en%)	1 934	1,3	12,7	-41,6	56,8
Taux d'inflation, en%	1 934	12,7	96,3	-8,2	4146,0
Taux de croissance économique	1 934	5,2	3,6	-20,5	20,7
Dépôts bancaires, logarithme	1 934	5,3	1,8	-4,8	11,3
Nombre d'employés	1 934	1055	3380	13	36989
Taux de change réel (taux de croissance, en%)	1 898	0,6	10,2	-74,7	54,2
Instabilité politique	1 708	28,0	5,8	0,0	42,0
Déficit budgétaire (en% du PIB)	1 908	-2,6	4,2	-13,6	40.
Profil d'investissement	1 934	7,5	1,3	1,0	11,5
Degré de démocratie	1 934	3,6	1,0	0,5	5,5
Conflit	1 934	0,2	0,4	0,0	1,0

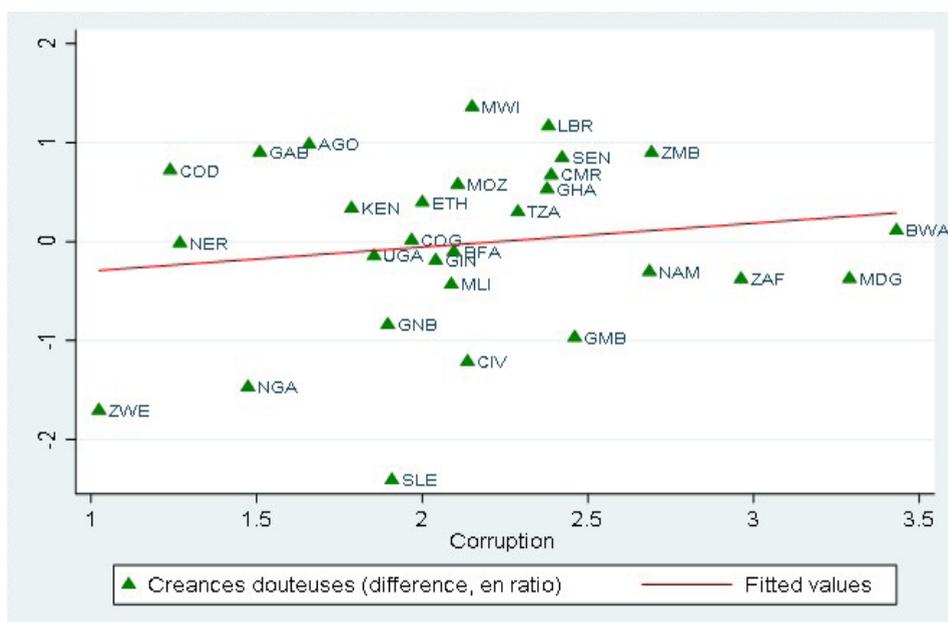
Source : Elaboration propre.

Il en ressort que le taux de croissance moyen du crédit bancaire dans l'échantillon est de 28%. Le niveau moyen de la corruption est ressorti à 2. Le crédit bancaire est susceptible d'être influencé par le degré de corruption. Les graphique 1 et 2 donne respectivement la relation entre la corruption et le crédit bancaire et la corruption et les crédits douteux. Le graphique 1 révèle une relation négative entre le crédit bancaire et la corruption. Les pays dans lesquels la corruption est limité ont un taux de croissance du crédit bancaire élevé.



Graphique 1. Relation entre le taux de croissance du crédit bancaire et la corruption

Source : Auteur à partir des données de FITCH-CONNECT et du GIRP.



Graphique 2. Relation entre le taux de croissance des crédits douteux et la corruption

Source : Auteur à partir des données de FITCH-CONNECT et du GIRP.

Pour un niveau de corruption inférieur à 2, les pays qui présentent un taux de croissance du crédit bancaire supérieur à 36%, sont cinq : l'Angola, la République Démocratique du Congo, le Malawi, la Guinée et la République du Congo. Cependant, ce nombre vient à augmenter pour un niveau de corruption supérieur. Ainsi, pour le niveau de corruption inférieur à 4, le nombre de pays double et passe à dix.

De la lecture du graphique 2, il ressort une corrélation négative entre le taux de croissance des crédits douteux et la corruption. Toutefois, la corrélation n'implique pas forcément la causalité. L'analyse économétrique permettra de faire une analyse plus poussée et d'évaluer l'effet de la corruption sur la quantité et la qualité des crédits bancaires. C'est la démarche entreprise dans les deux sous-sections suivantes.

3.2. Corruption et quantité du crédit bancaire

Au total six modèles sont estimés. Le modèle (1) est le modèle de base. Les autres estimations sont faites à titre de robustesse et permettent de prendre en compte le taux de change (modèle 2) et les caractéristiques institutionnelles des pays notamment l'instabilité politique et le déficit budgétaire (modèle 3), le profil d'investissement (modèle 4), l'approfondissement de la démocratie (modèle 5) et les conflits (modèle 6).

Le résultat des estimations de l'effet de la corruption sur le crédit bancaires est présenté dans le tableau 1. Le test de sur-identification de Hansen valide le choix des instruments. En effet, la probabilité du test pour chacun des modèles est supérieure aux seuils considérés (1%, 5% et 10%) et on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle de validité des instruments. De même, les p -values du test d'Arellano et Bond sont supérieures à 0,10 et l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation des erreurs d'ordre 2 ne peut être rejetée.

Des estimations effectuées, il ressort que le niveau passé du crédit bancaire affecte positivement et significativement son niveau courant au seuil de 1% dans tous les modèles. L'octroi du crédit à une entreprise par une banque est basé sur la confiance qui permet aux parties prenantes d'établir des relations de long terme. Le volume de crédit accordé est d'autant plus important que la confiance se renforce. Ainsi, plus une entreprise bénéficie d'un crédit, plus grande est la probabilité qu'elle en bénéficie dans le futur. Ce faisant, l'activité de crédit bancaire est dynamique et la spécification dynamique proposée est appropriée.

Il ressort de l'estimation du modèle 1 que le coefficient associé au niveau antérieur de la corruption est négatif et significatif au seuil de 1%. Le coefficient reste négatif et significatif avec la prise en compte de l'environnement de change et institutionnel (modèles 2 à 6), même s'il diminue en valeur absolue. La corruption réduit la quantité du crédit bancaire en AfSS.

Ce résultat conforte la thèse selon laquelle la corruption est un obstacle à l'activité bancaire. L'hypothèse qui postule que la corruption lubrifie les rouages de

Tableau 2. Effet de la corruption sur les crédits bancaires

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Crédits bancaires, $t-1$	0,0323*** (0,003)	0,0279*** (0,003)	0,0114* (0,006)	0,0306*** (0,003)	0,0242*** (0,002)	0,0239*** (0,002)
Corruption, $t-1$	-5,2614*** (0,867)	-4,5971*** (0,873)	-2,1466*** (0,462)	-1,7089*** (0,634)	-1,4612** (0,573)	-0,5660*** (0,194)
Termes d'échange, $t-1$	0,0675*** (0,016)	0,0954*** (0,016)	0,0689*** (0,006)	0,1897*** (0,013)	0,0977*** (0,010)	0,0341*** (0,004)
Inflation, $t-1$	-0,0282 (0,023)	-0,2971*** (0,021)	-0,0336 (0,049)	-0,1662*** (0,023)	-0,0603*** (0,009)	-0,2648*** (0,008)
Croissance écono- mique, $t-1$	1,7604*** (0,080)	1,5105*** (0,084)	0,9435*** (0,036)	1,2149*** (0,058)	0,9606*** (0,036)	0,9682*** (0,042)
Dépôts bancaires, $t-1$	-8,6151*** (0,452)	-8,0838*** (0,468)	-10,1871*** (0,671)	-7,4446*** (0,574)	-10,1546*** (0,460)	-9,6910*** (0,218)
Nombre d'em- ployés, $t-1$	0,0017*** (0,000)	0,0016*** (0,000)	0,0019*** (0,000)	0,0015*** (0,000)	0,0022*** (0,000)	0,0025*** (0,000)
Taux de change réel, $t-1$		0,0504*** (0,007)	0,0568*** (0,014)	-0,0099 (0,012)	0,2610*** (0,005)	0,1059*** (0,003)
Instabilité poli- tique, $t-1$			-0,4696*** (0,038)			
Déficit budgétaire, $t-1$			-0,1787*** (0,027)			
Profil d'investisse- ment, $t-1$				2,7089*** (0,386)		
Dégré de démo- cratie, $t-1$					-0,3801 (0,574)	
Conflit, $t-1$						-1,4886*** (0,290)
Constant	0,0000 (0,000)	73,4530*** (4,159)	-15,0242 (58,443)	0,0000 (0,000)	85,0282*** (5,120)	108,2025 (266,806)
Observations	1934	1898	1646	1898	1898	1898
Nombre de banques	302	301	282	301	301	301
Hansen test p -value	0,326	0,278	0,558	0,120	0,194	0,203
AR(1)	0,0108	0,0099	0,0369	0,0104	0,0133	0,0101
AR(2)	0,427	0,298	0,652	0,350	0,414	0,312

Les écarts types sont en parenthèses. *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : Elaboration propre.

l'activité bancaire est infirmée tandis la *sand the wheels view* qui stipule que la corruption sable les rouages de l'activité bancaire est confirmée.

La corruption contribue à un renchérissement du coût du crédit, amplifie les problèmes d'asymétrie d'information et obstrue l'application de la loi (Weill, 2011a, 2011b ; Ali et al., 2020). Dès lors, elle désincite les entreprises à demander du crédit et les banques à octroyer le crédit (Galli et al., 2017 ; Liu et al., 2020). Au plan empirique, ce résultat conforte celui obtenu dans des études qui ont montré l'effet négatif de la corruption sur le crédit bancaire (Detragiache et al., 2008 ; Weill, 2011a, 2011b ; Bermpei et al., 2020 ; Liu et al., 2020). Aussi, il vient en appui aux études antérieures qui ont établi que la corruption limite l'accès des PME au crédit bancaire. Toutefois, le résultat est en déphasage avec celui des auteurs dont les travaux soutiennent la *grease the wheels view* en montrant que la corruption affecte positivement le crédit bancaire (Fungáčová et al., 2015 ; Wei & Kong, 2017 ; Song et al., 2020).

La plupart des variables de contrôle ont le signe attendu. Les termes de l'échange, la croissance économique, le nombre d'employés et le taux de change réels ont un effet positif sur les crédits bancaires. A contrario, le taux d'inflation, le déficit budgétaire et les dépôts bancaires sont négativement associés au crédit bancaire. En ce qui concerne les variables institutionnelles, l'instabilité politique et les conflits sont néfastes à l'activité bancaire. Le niveau de démocratie n'affecte pas le crédit bancaire. De même, un environnement dans lequel le risque lié à l'investissement est maîtrisé favorise le crédit bancaire.

3.3. Corruption et qualité du crédit bancaire

L'effet de la corruption sur les créances douteuses est appréhendé également à travers l'estimation de 6 équations. Les résultats sont reportés dans le tableau 3.

De ces résultats, il ressort que le niveau de corruption affecte significativement et positivement le niveau des créances douteuses des banques en Afrique subsaharienne. Ce résultat valide notre seconde hypothèse de travail et est conforme aux attentes théoriques de la *sand the wheels view*. La corruption, en agissant comme une taxe, renchérit le coût du crédit, à travers une hausse du taux d'intérêt (Ali et al., 2020). En raison de cette hausse, des projets dont le rendement et le risque sont moyens ne sont plus éligible au crédit. Les projets qui sont retenus pour obtenir le crédit ont un niveau de risque supérieur à la moyenne, ce qui dégrade le portefeuille de crédit des banques.

Outre cela, des banquiers corrompus peuvent accepter des pots-de-vin pour approuver des prêts à haut risque tandis que les clients défaillants peuvent alléger leurs sanctions en offrant des pots-de-vin, augmentant ainsi la probabilité de défaut de paiement dans les pays plus corrompus (Goel & Hasan, 2011).

Tableau 3. Effet de la corruption sur les crédits douteux

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Crédits bancaires., <i>t</i> -1	0,2779*** (0,007)	0,2825*** (0,009)	0,3303*** (0,005)	0,2921*** (0,007)	0,2877*** (0,005)	0,2534*** (0,002)
Corruption, <i>t</i> -1	0,7607*** (0,282)	0,3428** (0,196)	2,7798*** (0,112)	0,9228*** (0,330)	0,5023*** (0,117)	0,5540*** (0,059)
Termes d'échange, <i>t</i> -1	-0,0220*** (0,004)	-0,0280*** (0,004)	-0,0132*** (0,001)	-0,0193*** (0,005)	-0,0237*** (0,003)	-0,0513*** (0,001)
Inflation, <i>t</i> -1	0,4410*** (0,011)	0,4008*** (0,011)	0,4269*** (0,009)	0,4718*** (0,015)	0,3730*** (0,005)	0,4068*** (0,003)
Croissance écono- mique, <i>t</i> -1	-0,1442*** (0,012)	-0,1862*** (0,010)	-0,0350*** (0,010)	-0,1759*** (0,021)	-0,2053*** (0,010)	-0,1473*** (0,005)
Dépôts bancaires, <i>t</i> -1	-1,9445*** (0,151)	-1,8670*** (0,125)	-0,4805*** (0,095)	-2,3045*** (0,175)	-1,8976*** (0,117)	-1,7364*** (0,086)
Nombre d'em- ployés, <i>t</i> -1	0,0016*** (0,000)	0,0015*** (0,000)	0,0009*** (0,000)	0,0017*** (0,000)	0,0018*** (0,000)	0,0016*** (0,000)
Taux de change réel, <i>t</i> -1		-0,0070 (0,007)	-0,0069 (0,005)	-0,0039 (0,005)	0,0139*** (0,004)	0,0266*** (0,004)
Instabilité poli- tique, <i>t</i> -1			0,0932*** (0,008)			
Déficit budgétaire, <i>t</i> -1			0,2252*** (0,013)			
Profil d'investisse- ment, <i>t</i> -1				-0,9578*** (0,058)		
Dégré de démo- cratie, <i>t</i> -1					-0,4355*** (0,089)	
Conflit, <i>t</i> -1						0,7217*** (0,062)
Constant	11,6231*** (2,473)	12,6610*** (2,388)	6,4789*** (2,491)	0,2326 (1,898)	8,5566*** (1,780)	-7,4539 (2895,115)
Observations	1248	1238	1071	1238	1238	1238
Nombre de banques	244	244	228	244	244	244
Hansen test <i>p</i> -value	0,590	0,655	0,782	0,443	0,684	0,458
AR(1)	2,74e-05	2,77e-05	7,06e-05	4,45e-05	3,66e-05	1,61e-05
AR(2)	0,3275	0,2248	0,4187	0,1195	0,5157	0,2416

Les écarts types sont en parenthèses. *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : Elaboration propre.

Ce résultat est en phase avec celui obtenu par Goel et Hasan (2011), Park (2012) et Son et collaborateurs (2020) qui ont montré que la corruption accroît le niveau de prêts non performants.

Les résultats empiriques indiquent également que les termes de l'échange, la croissance économique, les dépôts bancaires, de meilleures conditions d'investissement et l'approfondissement démocratique sont des ingrédients qui permettent de réduire les prêts improductifs. A contrario, le taux d'inflation, le nombre d'employés, le déficit budgétaire, l'instabilité politique et les conflits affectent positivement les prêts improductifs en AfSS.

3.4. Corruption et crédit bancaire en AfSS : prise en compte des hétérogénéités liées à l'intégration régionale et à l'appartenance à la zone Franc

Pour tester la robustesse des résultats obtenus, nous prenons en compte l'hétérogénéité relative à l'intégration régionale. A cet égard, l'échantillon est subdivisé en deux sous-échantillons : la zone CEDEAO et celle hors CEDEAO. La CEDEAO, en plus d'être la plus ancienne des huit communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'Union africaine, est l'une des CER les plus avancées en termes de développement régional (Gbaguidi, 2013). De même, nous contrôlons l'hétérogénéité liée à l'appartenance à la zone Franc au sein de laquelle, il y a une liberté des transferts entre les pays membres (Avom & Noumba, 2019). L'échantillon est également subdivisé en deux sous-échantillons : les pays appartenant à la zone Franc d'une part et celle qui n'en appartiennent pas. Pour chaque sous-échantillon considéré, l'effet de la corruption sur le crédit bancaire est évalué aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif. Les résultats de ces estimations sont présentés dans le tableau 4 ci-dessous.

Globalement, il ressort des estimations que la corruption a un effet négatif et significatif sur les crédits bancaires dans les pays de la CEDEAO, ceux hors CEDEAO, et dans les pays de la zone FCFA et hors zone FCFA. Toutefois, l'effet de la corruption sur le crédit est plus prononcé dans la zone CEDEAO où elle réduit trois fois plus le crédit bancaire que dans la zone hors CEDEAO. Dans la même veine, l'effet négatif observé est deux fois plus important dans la zone Franc que dans la zone non FCFA.

Les estimations révèlent également que quel que soit le sous-échantillon considéré, la corruption dégrade le portefeuille des banques en augmentant les prêts improductifs. L'effet négatif de la corruption sur les crédits douteux est d'autant plus important que la banque est située dans les zones CEDEAO et franc.

Ces résultats confortent l'hypothèse selon laquelle la corruption, loin de lubrifier les mécanismes de l'activité de crédit, les sabote. Elle constitue un obstacle au financement bancaire des économies d'AfSS tout en dégradant la solidité du système bancaire.

Tableau 4. Effets de la corruption sur les crédits de zones économiques d'Afrique subsaharienne

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
	Crédits bancaires		Créances douteuses					
	CEDEAO	Non-CEDEAO	Zone FCFA	Non-Zone FCFA	CEDEAO	Non-CEDEAO	Zone FCFA	Non-Zone FCFA
Var. dep., $t-1$	0,0100 (0,030)	0,0292*** (0,001)	0,0360* (0,020)	0,0148*** (0,003)	0,1334*** (0,035)	0,4162*** (0,011)	0,3705 (0,313)	0,2755*** (0,005)
Corruption, $t-1$	-6,5367*** (1,583)	-2,0136** (0,972)	-9,1360*** (2,092)	-4,5547*** (0,362)	2,1736*** (0,393)	0,0461*** (0,002)	0,2612*** (0,045)	0,7821*** (0,139)
Termes d'échange, $t-1$	0,1113* (0,067)	-0,0074 (0,007)	0,1628* (0,089)	0,1064*** (0,009)	-0,1088*** (0,030)	-0,0338*** (0,004)	-0,3222 (0,258)	-0,0482*** (0,004)
Inflation, $t-1$	-0,2772 (0,171)	-0,3478*** (0,025)	-0,5328 (0,399)	-0,0156 (0,013)	0,3826*** (0,088)	0,2620*** (0,008)	-0,4116 (0,618)	0,4063*** (0,012)
Croissance économique, $t-1$	0,6708*** (0,093)	1,5290*** (0,104)	0,4768 (0,380)	0,6312*** (0,028)	-0,1271 (0,084)	-0,3083*** (0,018)	-0,6116 (0,924)	-0,1340*** (0,016)
Dépôts bancaires, $t-1$	-26,3484*** (2,058)	-5,3379*** (0,309)	-2,9744 (5,239)	-8,4797*** (0,361)	-1,0560* (0,541)	-1,9066*** (0,144)	-28,8628 (25,604)	-1,9603*** (0,111)
Nombre d'employés, $t-1$	0,0121*** (0,002)	0,0011*** (0,000)	0,0166 (0,012)	0,0025*** (0,000)	0,0008*** (0,000)	0,0026*** (0,000)	-0,0122 (0,013)	0,0021*** (0,000)
Taux de change réel, $t-1$	-0,0023 (0,083)	0,4214*** (0,011)	1,2397** (0,488)	0,1346*** (0,007)	0,1060*** (0,040)	0,0627*** (0,004)	0,3158 (0,244)	0,0260*** (0,005)
Constant	0,0000 (0,000)	101,6163 (65,449)	2,1351 (19,125)	124,5626 (106,705)	-1,3651 (60,159)	-0,6824 (4,797)	-533,1919 (469,570)	4,5452*** (2,036)
Observations	743	1155	360	1538	462	776	152	1086
Nombre de banques	117	184	48	253	95	149	28	216
Hansen test p -value	0,952	0,606	0,742	0,497	0,125	0,641	0,874	0,929
AR(1)	0,0181	0,0898	0,067	0,0229	0,0179	0,0339	0,0174	0,0064
AR(2)	0,476	0,286	0,833	0,453	0,689	0,522	0,341	0,219

Les écarts types sont en parenthèses. *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : Elaboration propre.

Conclusion

L'Afrique subsaharienne est la région au monde où la corruption est plus endémique. L'effet de ce phénomène sur l'activité économique reste un débat théorique et empirique controversé. Les travaux ayant mis en évidence l'effet néfaste de la corruption sur la croissance économique ont identifié l'allocation des talents, la composition des dépenses publiques, la qualité des infrastructures comme des canaux de transmission. De plus en plus, le secteur bancaire est identifié comme étant un des canaux par le biais duquel la corruption affecte l'économie. Partant de là et eu égard à l'ampleur de la corruption, cet article avait pour objet d'évaluer l'effet de la corruption sur la quantité et la qualité du crédit bancaire en AfSS. La méthode des moments généralisés a été utilisée sur des données couvrant 302 banques réparties sur 25 pays sur la période de 1995 à 2018. Les résultats empiriques montrent que la corruption affecte négativement le volume de crédit bancaire. A contrario, elle exerce un effet positif sur les crédits non performants, entravant ainsi la solidité du système bancaire. Ce résultat reste robuste à la prise en compte du contexte de change, macroéconomique et institutionnelle. De même, le résultat reste valide lorsque l'hétérogénéité liée à la l'appartenance à la CEDEAO et à la zone Franc est prise en compte.

Ces résultats ont des implications majeures sur le financement des économies d'Afrique subsaharienne et la solidité du système bancaire. La corruption entrave le financement bancaire domestique de la région alors que dans le contexte de mise en œuvre des objectifs de développement durable, la mobilisation des ressources domestiques est requise, eu égard à la raréfaction de l'aide publique au développement et la nécessité d'avoir une dette soutenable. En outre, le taux de dégradation atteint un certain niveau, la transmission des signaux monétaires par le canal du crédit bancaire pourrait s'avérer inefficente (Abdou, 2002) et occasionner une crise bancaire, préjudiciable à toute l'économie entière. Ainsi, la corruption limite le financement bancaire dans la région à court terme et peut à long terme, déstructurer le système bancaire tout entier.

Au regard de ces résultats, il ressort des implications de politiques économiques. En effet, une bonne maîtrise du phénomène de la corruption s'avère importante, eu égard à sa variation corrélée avec des aspects économique et financier. Pour ce faire, la stratégie de riposte ne devrait pas se limiter du côté des nations individuelles, mais devrait aussi s'élargir au niveau régional, où des politiques communes pourraient avoir des retombés bénéfiques. Par ailleurs, les autorités monétaires devraient user de stratégies visant à assainir le secteur bancaire, et renforcer le dispositif de contrôle et de gestion pour réduire les asymétries d'informations.

Annexe

Tableau A1. Les pays d'Afrique subsaharienne concernés

Angola	Madagascar
Botswana	Malawi
Burkina Faso	Mali
Cameroun	Mozambique
République Démocratique du Congo	Namibie
Congo	Niger
Côte d'Ivoire	Nigeria
Ethiopie	Sénégal
Gabon	Sierra Leone
Gambie	Afrique du Sud
Ghana	Tanzanie
Guinée	Uganda
Kenya	Zambie
Liberia	

Source : Elaboration propre.

Tableau A2. Test de stationnarité de Fisher

	Niveau	Première différence	Résultat
Crédits bancaires (taux de croissance, en %)	-21,26(0,00)***		I(0)
Créances douteuses	-0,10(0,85)	-13,83(0,00)***	I(1)
Corruption	-22,64(0,00)***		I(0)
Termes d'échange (taux de croissance, en %)	-26,40(0,00)***		I(0)
Taux d'inflation (en %)	-24,74(0,00)***		I(0)
Taux de croissance économique	-23,86(0,00)***		I(0)
Dépôts bancaires, logarithme	-5,42(0,00)***		I(0)
Nombre d'employés	-4,21(0,00)***		I(0)
Taux de change reel (taux de croissance, en %)	-28,08(0,00)***		I(0)
Instabilité politique	-17,29(0,00)***		I(0)
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-16,97(0,00)***		I(0)
Profil d'investissement	-20,34(0,00)***		I(0)
Degré de démocratie	-18,18(0,00)***		I(0)
Conflit	-15,35(0,00)***		I(0)

*** et ** indique la significativité de 1% et 5%, respectivement les p -values sont en parenthèses.

Source : Elaboration propre.

References

- Abdou R. (2002). Les déterminants de la dégradation du portefeuille des banques : une approche économétrique et factorielle appliquée au système bancaire nigérien, *Notes d'Information et Statistiques de la BCEAO*. Dakar : Étude et recherche.
- Acclassato, D., Aga, L. A., & Eggoh, J. (2010). Microcrédit et Corruption, description et analyse théorique. *Techniques Financières de Développement*, 1, 25-42.
- APplegarth, P. V. (2004). *Capital Market and Financial Sector Development in sub-Saharan Africa*. Center for Strategic and International Studies. Washington.
- Ahlin, C., Lin, J., & Maio, M. (2011). Where does microfinance flourish? Microfinance institution performance in macroeconomic context. *Journal of Development Economics*, 95, 105-120.
- Ali, M. S., Fhimab, F., & Nouira, R. (2020). How does corruption undermine banking stability? A threshold nonlinear framework. *Journal of Behavioral and Experimental Finance*, 27, 1-9. <https://doi.org/10.1016/j.jbef.2020.100365>
- Altunbaş, Y., & Thornton, J. (2012). Does financial development reduce corruption? *Economics Letters*, 114, 221-223. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2011.08.020>
- Aluko, O. A., & Ajayi, M. A. (2018). Determinants of banking sector development : Evidence from Sub-Saharan. *Borsa Istanbul Review*, 18(2), 122-139. <https://doi.org/10.1016/j.bir.2017.11.002>
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data : Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The Review of Economic Studies*, 58(2), 277-297. <https://doi.org/10.2307/2297968>
- Arellano, M., & Bover, O. (1995). Another look at the instrumental-variable estimation of error components models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 29-51.
- Avom, D., & Noumba, I. (2019). La résilience de la zone Franc à l'épreuve des critiques persistantes. *Revue Interventions économiques*, 61, 1-24. <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5466>
- Banque Mondiale. (2014). *Le coût de la corruption : Six questions posées à Monsieur Daniel Kaufmann, Directeur du programme gouvernance, Institut de la Banque mondiale*. <http://go.worldbank.org/10B4SFUBF0>
- Bayley, D. H. (1966). The Effects of Corruption in a Developing Nation. *Political Research Quarterly*, 19(4), 719-732. <https://doi.org/10.1177%2F106591296601900410>
- Beck, T. & Maimbo, S. M. (Eds.). (2013). *Financial Sector Development in Africa: Opportunities and Challenges*. Directions in Development. Washington: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-9628-5>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2006). Bank supervision and corruption in lending. *Journal of Monetary Economics*, 53(8), 2131-2163. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2005.10.014>
- Bermpei, T., Kalyvas, A. N., & Leonida, L. (2020). Local Public Corruption and Bank Lending Activity in the United States. *Journal of Business Ethics*. <https://doi.org/10.1007/s10551-019-04410-6>
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115-143.

- Bond, S. R. (2002). Dynamic panel data models : A guide to micro data methods and practice. *Portuguese Economic Journal*, 1(2), 141-162. <https://doi.org/10.1007/s10258-002-0009-9>
- Bond, S. R. (2002). Dynamic panel data models : A guide to micro data methods and practice. *Portuguese Economic Journal*, 1(2), 141-162. <https://doi.org/10.1007/s10258-002-0009-9>
- Detragiache, E., Tressel, T., & Gupta, P. (2008). Foreign Banks in Poor Countries: Theory and Evidence. *The Journal of Finance*, 2123-2160. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.2008.01392.x>
- Fungáčová, Z., Kochanová, A., & Weill, L. (2015). Does Money Buy Credit? Firm-Level Evidence on Bribery and Bank Debt. *World Development*, 68, 308-322. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.12.009>
- Galli, E., Mascia, D. V., & Rossi, S. P. (2017). Small Firms, Corruption, and Demand for Credit: Evidence from the Euro Area Area. *International Business Research*, 10(1), 158-174. <https://doi.org/ibr.v10n11p158>
- Gbaguidi, O. A. (2013). Cinquante ans d'intégration régionale en Afrique : un bilan global. *Techniques Financières et Développement*, 2(111), 47-62.
- Goel, R. K., & Hasan, I. (2011). Economy-wide corruption and bad loans in banking: international evidence. *Applied Financial Economics*, 21(7), 455-461. <http://dx.doi.org/10.1080/09603107.2010.532112>
- Guérineau, S., & Jacolin, L. (2014). L'inclusion financière en Afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants. *Revue d'économie financière*, 4(116), 57-80.
- Huntington, S. P. (1968). *Political Order in Changing Societies*. New Haven-London: Yale University Press.
- Khwaja, A. I., & Mian, A. (2005). Do Lenders Favor Politically Connected Firms? Rent Provision in an Emerging Financial Market. *The Quarterly Journal of Economics*, 20(4), 1371-1411. <https://doi.org/10.1162/003355305775097524>
- Leff, N. H. (1964). Economic Development Through Bureaucratic Corruption. *American Behavioral Scientist*, 8-14. <http://dx.doi.org/10.1177/000276426400800303>
- Liu, P., Li, H., & Guo, H. (2020). The impact of corruption on firms' access to bank loans : evidence from China. *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 33(1), 1963-1984. <https://doi.org/10.1080/1331677X.2020.1768427>
- Lui, F. T. (1985). An Equilibrium Queuing Model of Bribery Games. *Journal of Political Economy*, 93(4), 760-781.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681-712.
- Mlachila, M., Cui, L., Jidoud, A., Newiak, M., Radzewicz-Bak, B., Takebe, M., Ye, Y. & Zhang, J. (2016). *Financial Development in Sub-Saharan Africa – Promoting Inclusive and Sustainable Growth*, African Department, International Monetary Fund, Publication Services, Washington, DC.
- Omotunde, J. E.G. (2020). *Financial Sector Development in African Countries. Major Policy Making Issues*. Palgrave Pivot, Basingstoke.
- Park, J. (2012). Corruption, soundness of the banking sector, and economic growth : A cross-country study. *Journal of International Money and Finance*, 907-929. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2011.07.007>

- Pring, C., & Vrushi, J. (2019). *Global Corruption Barometer Africa 2019 : Citizens' Views and Experiences Of Corruption*. Transparency International and Afrobarometer, Berlin.
- Qi, S., & Ongena, S. (2018). Will Money Talk? Firm Bribery and Credit Access. *Financial Management*, 48(1). <https://doi.org/10.1111/fima.12218>
- Sharma, C., & Paramati, S. R. (2020). Does financial development reduce the level of corruption? Evidence from a global sample of 140 countries. *International Journal of Finance & Economics*. <https://doi.org/10.1002/ijfe.2056>
- Sirag, A., Nor, N. M., Lacheheb, M., Law, S. H., & Abdullah, N. M. (2016). Health financing, environmental quality and health outcomes: Evidence from developing countries. *International Journal of Economic Perspectives*, 10(1), 27-36.
- Son, T. H., Liem, N. T., & Khuong, N. V. (2020). Corruption, nonperforming loans, and economic growth : International evidence. *Cogent Business & Management*, 1-12.
- Song, C.-Q., Chang, C.-P., & Gong, Q. (2020). Economic growth, corruption, and financial development : Global evidence. *Economic Modelling*. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2020.02.022>
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets With Imperfect Information. *American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- Transparency International. (2020). *Corruption Perception Index 2019*. Berlin, <https://www.transparency.org/en/cpi/2019/index/nzl>
- Vos, J. (2011). *Lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau : Méthodes, outils et bonnes pratiques*. Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Wei, F., & Kong, Y. (2017). Corruption, Financial Development and Capital Structure : Evidence from China. *China Finance Review International*, 7(3), 295-322. <https://doi.org/10.1108/CFRI-10-2016-0116>
- Weill, L. (2011a). How corruption affects bank lending in Russia. *Economic Systems*, 35(2), 230-243. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2010.05.005>
- Weill, L. (2011b). Does corruption hamper bank lending? Macro and micro evidence. *Empirical Economics*, 41, 25-42. <https://doi.org/10.1007/s00181-010-0393-4>
- Wellalage, N. H., Locke, S., & Samujh, H. (2019b). Corruption, Gender and Credit Constraints : Evidence from South Asian. *Journal of Business Ethics*, 159, 267-280. <https://doi.org/10.1007/s10551-018-3793-6>
- Wellalage, N. H., Locke, S., & Samujh, H. (2020a). Firm bribery and credit access : evidence from Indian SMEs. *Small Business Economics*, 55(1), 283-304. <https://doi.org/10.1007/s11187-019-00161-w>
- Wickberg, S. (2018). Corruption. Dans C. Hay, & A. Smith, *Dictionnaire d'économie politique* (pp. 117-122). Paris : Presses de Sciences Po.
- World Bank. (1997). *Helping Countries Combat Corruption : The Role of the World Bank*. Poverty Reduction and Economic Management (PREM) Network, Washington, DC.
- Yogo, U. T., & Njib, M. M. (2018). Political competition and taxes revenues in developing countries. *Journal of International Development*, 30(2), 302-322. <https://doi.org/10.1002/jid.3349>

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

